

DÉFENSE EUROPÉENNE
**UNE DANGEREUSE
ESCROQUERIE**

BELLE EUROPE
**UN TOUR
EN TCHÉQUIE**

POLITIQUE EUROPÉENNE
**QUAND L'UE PERD
LE SENS COMMUN**

MARS - AVRIL 2025 / NUMÉRO 18

VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE PATRIOTES POUR L'EUROPE



PATRIOTES

POUR L'EUROPE



**Avec Jordan Bardella, les députés
du Rassemblement National
défendent la France et les Français
au Parlement européen.**

Mathilde **ANDROUËT** • Jordan **BARDELLA** • Christophe **BAY** • Marie-Luce **BRASIER-CLAIN**
Marie **DAUCHY** • Valérie **DELOGE** • Mélanie **DISDIER** • Anne-Sophie **FRIGOUT**
Angéline **FURET** • Jean-Paul **GARRAUD** • Catherine **GRISET** • France **JAMET** • Virginie **JORON**
Fabrice **LEGGERI** • Julien **LEONARDELLI** • Thierry **MARIANI** • Aleksandar **NIKOLIC**
Philippe **OLIVIER** • Gilles **PENNELLE** • Pascale **PIERA** • Pierre **PIMPIE** • Julie **RECHAGNEUX**
André **ROUGÉ** • Julien **SANCHEZ** • Malika **SOREL** • Pierre-Romain **THONNET**
Rody **TOLASSY** • Matthieu **VALET** • Alexandre **VARAUT** • Séverine **WERBROUCK**

Sommaire

En couverture

4



- 4 **Éditorial** de Jean-Paul Garraud
- 5 **Éditorial** de Jordan Bardella
- 6 **Où va l'Europe ?**
- 7 **Défense européenne**, une dangereuse escroquerie
- 9 **Livre Blanc sur la défense européenne**, *quo vadis ?*
- 10 **L'intelligence artificielle** au service de la souveraineté européenne
- 11 **L'IA**, un enjeu existentiel pour l'Europe
- 12 **Compétitivité** : soutenons l'usine française du futur
- 13 **Intelligence artificielle** : quelles opportunités ?

Actualité européenne

14



- 14 **Quand l'UE perd le sens commun**
- 14 **Directive Omnibus** : des normes encore trop pesantes sur les entreprises
- 15 **Écologie punitive** : la Commission européenne saccage notre industrie automobile
- 16 **Immigration** : pour une Europe qui expulse réellement les clandestins
- 15 **Corruption et opacité** : l'Europe prêche la vertu qu'elle ne s'applique pas

Tribunes

20



- 20 **L'UE veut priver les Européens de leur Histoire**
- 21 **La Réunion** : un joyau fragilisé par des défis majeurs

Belle Europe

22



- 22 **Un tour en Tchéquie**
- 25 **Interview** - Ondřej Knotek, député européen du parti ANO 2011

Lu pour vous

26



- 26 **TRANSMANIA**, voyage au cœur d'un système bien rodé

PATRIOTES
POUR L'EUROPE

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE PATRIOTES POUR L'EUROPE

Directeurs de la publication : Philippe Olivier et Laurent Husser

Pour rejoindre la rédaction : Groupe P!E, Parlement européen

Allée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman - Bureau M03079 - 67 000 Strasbourg

Imprimeur : Roto Presse du Centre - **Maquette** : HERMOD Communication

Crédits photos : Sipa presse, AdobeStock, Wikipédia, Parlement européen

« DÉFENSE EUROPÉENNE : LA GRANDE ILLUSION ! »»

Depuis des années, l'Union européenne espère se doter d'une armée et d'un système complet de défense, qui achèveraient sa transformation en un supra-État. La guerre en Ukraine a accéléré ce processus, servant de prétexte pour légitimer cette dérive.

par **Jean-Paul Garraud**

Député européen

*Président de la Délégation française
du groupe Patriotes pour l'Europe*



Jusqu'où veut aller l'Union européenne ? C'est la question à laquelle nous allons répondre dans cette nouvelle édition de Vu d'Europe. Guerre en Ukraine, défense européenne, souveraineté numérique : sur tous ces sujets d'importance, Bruxelles s'arroge des compétences qui ne sont pas les siennes et se trouve incapable de prendre de bonnes décisions.

Sous la direction d'Ursula von der Leyen, qui se rêve en impératrice européenne, la Commission européenne souhaite désormais pouvoir effectuer des commandes d'armement à la place des États membres et imposer le passage du vote à l'unanimité au vote à la majorité qualifiée pour les questions liées à la politique étrangère et à la défense. Tout ceci dans l'objectif à terme de construire une véritable armée européenne, ce qui représenterait un transfert de souveraineté inacceptable et dangereux. Si l'UE disposait déjà d'une armée, nous serions en guerre depuis trois ans.

Dans ce contexte, notre groupe des Patriotes pour l'Europe a réaffirmé avec vigueur son attachement à la souveraineté des États et donc au principe de l'unanimité. La France a un rôle majeur à jouer dans le domaine de la défense. Sa dissuasion nucléaire ne peut se partager, c'est tout simplement impossible. L'idée de diluer cette force stratégique dans une défense européenne sous commandement bruxellois mettrait en péril notre indépendance et notre sécurité.

Toutefois, rien n'empêche une coopération militaire renforcée entre les pays membres de l'UE sans pour autant abdiquer notre souveraineté militaire au profit de la Commission.

Une telle coopération pourrait être menée sur des projets spécifiques, dans le respect total des prérogatives nationales et sans risquer de nous entraîner dans des escalades guerrières mettant en péril l'avenir du monde.

Nous aborderons également différents sujets qui animent l'actualité européenne et qui ont des conséquences directes pour les Français : le règlement retour, le Pacte vert et ses implications sur le secteur automobile, ainsi que les nombreux scandales de corruption qui touchent l'Union européenne.

Enfin, nous vous emmènerons cette fois-ci découvrir la Tchèque et sa magnifique capitale, Prague, la « ville aux cens clochers ». Nous vous présenterons nos alliés issus de ce pays dans un entretien très instructif.

Chers amis, je vous souhaite une excellente lecture ! ■

MARINE LE PEN CONDAMNÉE LA DÉMOCRATIE ABÎMÉE

Nous vivons un moment d'une particulière gravité. Le délibéré dans « l'affaire » dite des assistants parlementaires est une décision brutale, injuste et antidémocratique. Elle n'a pas simplement abîmé la démocratie française, mais a aussi discrédité la voix et dégradé l'image de la France, en Europe comme partout dans le monde.



par **Jordan Bardella**

Député européen

Président du groupe Patriotes pour l'Europe

Cette décision a choqué. Choqué au point d'être contestée par une partie importante de nos opposants politiques, par des spécialistes reconnus du droit, par nos alliés européens, et par des dirigeants hors de notre continent. Elle repose notamment sur des considérations politiques, qui n'ont pas lieu d'être : nous est par exemple reproché, et utilisé à notre encontre pour justifier cette peine, notre critique du fonctionnement actuel de l'Union européenne...

« LE DROIT ÉLÉMENTAIRE DE BÉNÉFICIER DE LA PRÉSOMPTION D'INNOCENCE ET DE FAIRE APPEL, QUI EST LE DROIT DE TOUT JUSTICIABLE EN DÉMOCRATIE, EST DÉNIÉ À MARINE LE PEN... PARCE QU'ELLE EST MARINE LE PEN. »

En réalité, une partie de la justice cherche à triompher là où nos adversaires ont échoué. La condamnation de Marine Le Pen à l'inéligibilité avec exécution provisoire, sans possibilité de recours, est un scandale qui pourrait priver des millions de Français de leur choix, et donc de leur liberté. Le droit élémentaire de bénéficier de la présomption d'innocence et de faire appel, qui est le droit de tout justiciable en démocratie, est dénié

à Marine Le Pen... parce qu'elle est Marine Le Pen.

S'ils nous attaquent si durement, c'est pour une raison : nous sommes en train de gagner la bataille. En France, parce que nous incarnons un peuple français fier, enraciné, déterminé à reconquérir sa souveraineté, à défendre son identité, à préserver son unité. Mais aussi en Europe et au Parlement européen, où notre poids politique nous permet d'obtenir des avancées inédites, nous l'avons encore vu récemment avec la remise en cause progressive du Green Deal.

Qui d'autre que nous pour s'opposer à l'écologie punitive et à ses conséquences pour nos agriculteurs, pour l'industrie française, pour les automobilistes modestes ? Qui d'autre que nous, demain, pour défendre la liberté d'expression menacée par le politiquement correct, par l'intolérance de la gauche, par le wokisme et le totalitarisme islamiste ? Qui d'autre que nous pour redonner à la France sa grandeur et aux Français les moyens de leur bonheur ?

Alors que les dirigeants européens sont toujours prompts à donner des leçons de « valeurs » à la Terre entière, leur silence dans ce scandale démocratique qui se déroule en France est assourdissant.

Nous le disons à nos adversaires : nous sommes là et nous serons là, demain et après-demain. A ceux qui, en Europe, voudraient tourner la page de la démocratie, nous allons montrer que la volonté du peuple est la plus forte. Rien ne peut arrêter un peuple qui s'est remis à espérer. ■

OÙ VA L'EUROPE ?

L'Union européenne traverse une phase critique. Les atteintes à la démocratie se multiplient, la Commission pousse une intégration fédéraliste en matière de défense sans mandat clair, et l'Europe accumule un retard préoccupant dans les technologies d'avenir, notamment l'intelligence artificielle. À l'heure où les défis s'accroissent, les choix idéologiques de Bruxelles semblent éloignés des véritables priorités des peuples européens.

Inéligibilité de Marine Le Pen : un précédent dangereux pour la démocratie européenne

La décision d'inéligibilité immédiate de Marine Le Pen marque un tournant grave pour la démocratie française. Cette justice instrumentalisée à des fins politiques connaît une dérive inquiétante que l'on observe aussi ailleurs en Europe.

Une justice à géométrie variable

Le 31 mars 2025, Marine Le Pen a été déclarée inéligible, au même titre que plusieurs députés du RN, sur fond d'un vieux contentieux européen. Aucun enrichissement personnel, aucune corruption n'ont été retenus. Pourtant, la peine prononcée — avec exécution provisoire — prive immédiatement la principale opposante d'un droit fondamental : celui de se défendre avant d'être écartée de la présidentielle.

La juge justifie sa décision par le « trouble à l'ordre public » qu'occasionnerait une candidature Le Pen. Une motivation explicitement politique, en violation du droit au double degré de juridiction et de la présomption d'innocence.

Une dérive qui dépasse les frontières françaises

Ce type de décision ne peut être analysé isolément. En Roumanie, récemment, des opposants souverainistes ont été empêchés de se présenter à des scrutins sur la base d'interprétations juridiques discutables. En Allemagne, l'AFD a vu certains de ses cadres menacés de mesures administratives ou judiciaires visant à les disqualifier politiquement, au nom de la « défense de la démocratie ».

Dans plusieurs États membres de l'Union, des juges s'arrogent un rôle politique qu'ils ne devraient pas exercer. Ces décisions créent un précédent dangereux : celui d'écartier par les tribunaux ceux que l'on n'arrive plus à battre dans les urnes.

Une prise de conscience indispensable à l'échelle de l'Europe

Face à cette dérive, une prise de conscience à l'échelle européenne est essentielle. La Commission, le Conseil et les institutions garantes de l'État de droit ne peuvent ignorer que la démocratie repose sur des règles claires, applicables à tous, et sur la liberté des peuples à choisir leurs représentants.

Il est impératif de garantir l'indépendance des juges tout en empêchant la politisation de la justice. Car ce n'est pas seulement Marine Le Pen qui est visée, mais bien le cœur même de la démocratie représentative.

LES PATRIOTES POUR L'EUROPE SOUTIENNENT MARINE LE PEN

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois :



Matteo Salvini, vice-premier ministre et ministre des Transports italien :



Geert Wilders, président du groupe parlementaire du PVV aux Pays-Bas :



Santiago Abascal, président de Vox, député espagnol et président du parti européen des Patriotes :



Kinga Gál, vice-présidente du groupe Patriotes pour l'Europe :



Tom Van Grieken, président du Vlaams Belang et député flamand :





« DÉFENSE EUROPÉENNE » UNE DANGEREUSE ESCROQUERIE

L'Union européenne nous rejoue la fable de La Fontaine « la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf ». Comme à son habitude, Bruxelles profite des crises pour étendre ses pouvoirs : la crise migratoire de 2015 aboutit au Pacte des migrations, le Covid justifie qu'elle s'empare de la stratégie vaccinale et bientôt de la compétence « santé » ; et aujourd'hui la crise ukrainienne lui fournit l'occasion d'aller vers une armée européenne. C'est là une très mauvaise idée.

par **Philippe Olivier**

Des guerres qui ne sont pas les nôtres

D'abord parce que l'UE impose à ses membres des dépenses inouïes avec pour commencer un emprunt de 150 milliards dont tout laisse penser qu'il servira à acheter du matériel américain.

Mais une question surgit immédiatement après : qui commandera l'armée et qui engagera ces soldats transnationaux ? Ayons à l'esprit que si Mme von der Leyen avait disposé d'une force militaire il y a trois ans, l'Europe serait aujourd'hui en conflit armé contre la Russie.



Par son bellicisme irraisonné, l'impératrice Ursula aurait peut-être même déclenché une guerre mondiale.

« Défense européenne » : le mirage de la puissance

Cette perspective d'une « défense européenne » est d'autant plus absurde et donc inadmissible que l'histoire nous enseigne que le continent ne tire pas sa force d'une entité bureaucratique mais de la puissance de chacune de nos Nations. On ne défend bien que son pays et la notion de « défense européenne » reste davantage un concept marketing qu'un outil de sécurité fiable pour nos peuples. Il n'est pas d'autre moyen fiable de protection que la défense nationale.

La cession de l'arme nucléaire

Enfin, pour nous Français, la défense européenne signifie la cession de notre arme nucléaire à l'Union européenne. Cet abandon d'un élément fondamental de notre souveraineté et de notre sécurité nationales constituerait pour les dirigeants français qui s'en rendraient coupables un acte de trahison.

De nombreux États membres de l'UE et surtout les peuples d'Europe refusent de rentrer dans la logique militaire de l'empire UE. Des craquements et des protestations légitimes se font jour dans tous les pays où la raison l'emporte.

Quant à l'UE, rappelons-nous que l'avisé La Fontaine conclut sa fable par ces mots en forme d'avertissement :

*« La chétive pécore
S'enfla si bien qu'elle creva ».*

MACRON ET L'ATOME : ENTRE FLOU STRATÉGIQUE ET AMBITIONS EUROPÉENNES

par Alexandre Varaut

Lors de sa dernière allocution télévisée, Emmanuel Macron a relancé le débat sur la défense européenne en évoquant la possibilité de mettre la dissuasion nucléaire française « au service de la sécurité européenne ». Une déclaration prononcée dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes, qui fait écho à ses précédents appels à une Europe plus souveraine en matière de défense.

Cette proposition, encore floue dans ses contours, soulève des interrogations profondes sur la stratégie nucléaire de la France, ses implications pour la souveraineté nationale, et la clarté du cap présidentiel. Ce discours s'inscrit dans une continuité macronienne où l'ambiguïté revendiquée devient outil de gouvernance.

L'ombre du Cardinal de Retz

Emmanuel Macron paraît souvent être un lointain disciple du Cardinal de Retz, qui professait qu'« on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment ».

C'est ainsi — peut-être — qu'il aimerait que l'on comprenne sa fière devise « en même temps » que l'homme de la rue a rapidement traduite par « vouloir une chose et son contraire ». Les gueux sont d'une insolence...



Volte-face nucléaire

Ainsi en est-il de la politique nucléaire du Président. Pour l'atome civil, il fallait fermer Fessenheim avant de s'apercevoir, cinq ans plus tard, que le nucléaire offre une énergie abondante, propre et bon marché, et lancer de nouvelles centrales.

Dissuasion stratégique ou discours de circonstance ?

La question du feu nucléaire n'échappe pas davantage au bavardage et à l'inconstance. La Commission européenne et tout ce que l'Europe compte de fédéralistes disciplinés adopte des postures martiales, le moindre ministre se prend pour Churchill sous le *Blitz* et jure qu'on se fera tuer jusqu'au dernier Ukrainien.

Une Europe sous l'ombre de la bombe française ?

Emmanuel Macron, qui s'imagine volontiers, en se rasant, Président d'une Europe fédérée, ne dit pas encore mais pense très fort à une armée européenne et à la mise à disposition des 27 États membres du feu nucléaire au nom de principes peu lisibles : « la France a la responsabilité de mettre sa capacité de dissuasion nucléaire à la disposition de l'Europe » (à Stockholm, le 30/01/2025).

Péril existentiel ?

S'il s'agit d'énoncer que la France peut être menacée avant qu'une armée ennemie n'ait atteint son sol, nous en convenons, ce qui ne signifie pas que le recours nucléaire serait systématique.

Si le projet est de déclarer une guerre nucléaire à la Russie parce qu'elle aura fait quelques pas en Roumanie, je doute que les Français acceptent de voir raser Bordeaux, Nice et Strasbourg pour prix de notre solidarité bruxelloise.

La France détient la foudre, chacun le sait, le reste appartient au silence.

INDISCRÉTION

Des importations massives d'Ukraine décidées à huis-clos !



Le 18 février dernier, s'est tenue une réunion de la commission agriculture pour évoquer les importations agricoles depuis l'Ukraine qui ont explosé depuis 2022. Rien que les importations de sucre sont en effet passées de 20 000 tonnes en 2021 à presque 500 000 tonnes en 2023 ! Lors de cette réunion, tenue scandaleusement à huis-clos, la Commission européenne a annoncé son intention de rendre définitive la levée des barrières douanières, jusqu'alors temporaire depuis le début de la guerre en Ukraine. Le projet est donc de faire entrer l'Ukraine dans le marché unique, première étape à son adhésion à l'UE. Ce projet idéologique méprise les agriculteurs français et européens qui doivent faire face à la concurrence déloyale de l'Ukraine, avec des salaires, des normes et des tailles d'exploitations sans communes mesures avec les exploitations françaises. Dans une vidéo largement relayée, Gilles Pennelle a aussitôt dénoncé ce projet fait dans le dos des peuples. Le groupe des Patriotes est le seul à s'être opposé dès 2022 à cette concurrence déloyale et se battra jusqu'au bout pour défendre les agriculteurs.

LIVRE BLANC SUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE : *QUO VADIS ?*

par Pierre-Romain Thionnet

Le 19 mars le commissaire européen à la Défense Andrius Kubilius a dévoilé le Livre Blanc sur la défense européenne qu'Ursula von der Leyen lui avait commandé au moment de sa nomination.



▲ ci-dessus, la présentation par la Commission européenne du Livre Blanc sur la défense européenne « *ReArm Europe Plan / Readiness 2030* », le 25 mars 2025.

Ci-contre, intervention de Pierre-Romain Thionnet dans la sous-commission Sécurité et Défense du Parlement européen. ►

L'exercice de rédaction d'un Livre Blanc sur la défense est bien connu en Europe, et singulièrement en France, pays qui a produit le sien dès 1972 et dont la dernière mouture date de 2013. Sa composition obéit à certains codes : analyse de l'ordre international, identification des menaces, définition des objectifs ainsi que des voies et moyens de les réaliser. La publication d'un Livre Blanc se justifie lorsque le contexte géostratégique évolue de telle façon qu'il exige de poser différemment les questions de défense, de redéfinir le format des armées ou la politique d'armement.

Le contexte actuel, marqué par une guerre majeure sur le continent européen, la prolifération des menaces et le chamboulement de l'ordre international, justifie la rédaction d'un tel document. En revanche, si l'écriture d'un Livre Blanc prend tout son sens dans le cadre national, l'exercice est plus périlleux

et poussif au niveau européen. Car cela s'inscrit d'abord dans une stratégie nationale qui pense l'adéquation entre une politique étrangère et un outil militaire. L'Union européenne ne dispose pas du dernier, et bien mal de la première. Le Livre Blanc affirme d'ailleurs : « *les États membres conserveront toujours la responsabilité de leurs troupes, de la doctrine au déploiement, ainsi que de la définition de leurs besoins* », la Commission se contentant de « faciliter », « soutenir » ou « permettre ». Modestie bienvenue, mais il s'agit d'une fausse modestie car la Commission s'autorise à définir certaines priorités d'ordre géostratégique,

comme la création d'un « Bouclier frontalier oriental » face à la Russie qui constitue « *la seule grande menace sur notre sécurité commune* », et à en négliger d'autres : le mot « terrorisme » n'est employé qu'à une seule reprise, et sans le qualificatif « islamiste ». Par ailleurs, on notera l'absence de toute idée d'une « préférence européenne » dans les achats d'armement, notion pourtant essentielle pour réduire la dépendance à l'industrie militaire américaine.

Le caractère à la fois incomplet et arbitraire de ce Livre Blanc européen provient d'un mal inhérent à la construction communautaire : la tendance de la

Commission à se donner un rôle qui n'est pas le sien, préalablement jugé nécessaire à la captation de compétences élargies quand bien même cela tordrait les traités existants.

Réarmons les États européens, oui, mais remettons la Commission à sa place !



Angéline Furet

« L'Intelligence Artificielle au service de la souveraineté européenne est une nécessité civilisationnelle »



L'intelligence artificielle (IA) et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ne sont pas de simples outils techniques. Elles incarnent une révolution anthropologique, un bouleversement des équilibres géopolitiques, et surtout, un risque existentiel pour les peuples européens. Face à la domination des géants américains et à l'expansionnisme technologique chinois, l'Europe se trouve à la croisée des chemins : sombrer dans la servitude numérique ou renaître en affirmant sa souveraineté. Le Rassemblement National porte un projet clair : faire de l'IA un rempart de notre identité, de notre sécurité et de notre indépendance.

L'IA, champ de bataille géopolitique : résister à l'impérialisme numérique

Les États-Unis, via leurs GAFAM, et la Chine, à travers ses BATX, ont imposé une colonisation technologique mondiale. Ces puissances exploitent l'IA pour asseoir leur hégémonie culturelle, économique et politique. Les données de nos concitoyens, pillées par ces empires, alimentent des algorithmes qui propagent un modèle individualiste, matérialiste et déraciné.

L'Europe, soumise aux diktats de Bruxelles et à l'idéologie mondialiste, a abandonné sa souveraineté numérique. Les régulations actuelles, comme l'IA Act, sont des leurres : elles ne protègent ni nos emplois, ni nos valeurs, ni notre sécurité. Pire, elles légitiment l'invasion de nos marchés par des technologies étrangères hostiles à notre ethos.

Une IA souveraine : protéger l'emploi, la culture et l'ordre social

L'IA ne doit pas être l'outil d'une oligarchie globaliste visant à détruire les structures traditionnelles. Les délocalisations numériques, l'uberisation et la surveillance de masse menacent nos artisans, nos paysans et notre modèle social. Derrière les promesses de « progrès » se cache un projet de société déshumanisé, où l'homme est réduit à un consommateur surveillé.

Choisir la puissance ou la soumission

L'IA est une arme politique et économique. Si nous laissons les autres nations en dicter les règles, nous accepterons *de facto* notre vassalisation numérique. La France et l'Europe doivent reprendre le contrôle de leur destin technologique et refuser l'asservissement aux GAFAM et aux BATX. Il ne s'agit pas d'un débat technologique, mais d'un choix de civilisation : Serons-nous les acteurs de notre avenir, ou les jouets des puissances étrangères ?



CONFÉRENCE

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE UN ENJEU EXISTENTIEL POUR L'EUROPE

L'Union européenne qui avait prospéré sur la promesse du progrès a amené l'Europe à la soumission numérique et plus largement technologique. Il s'est trouvé des lanceurs d'alerte comme le Dr Laurent Alexandre pour sensibiliser les opinions et tenter de réveiller une classe dirigeante assoupie dans sa routine au moment où le monde entrait à grande vitesse dans le troisième millénaire. Aujourd'hui, l'IA n'est plus un outil de laboratoire ni même un gadget mondain dont on s'émerveille des performances. C'est pour les États une nécessité vitale tant pour ses applications militaires et scientifiques que technologiques et domestiques. Vu d'Europe a décidé d'ouvrir le débat, conscient qu'au-delà des constats, il nous faudra inventer la vie qui va avec et surmonter les débats éthiques considérables que cette révolution induit.

Vous avez dressé un constat alarmant sur le retard de l'Europe en matière d'intelligence artificielle. Quelles sont les principales failles de notre continent et en quoi ces retards sont-ils préoccupants ?

Laurent Alexandre : L'Europe est dramatiquement en retard sur l'IA, et ce retard est quantifiable. Nous ne capturons aujourd'hui que 10 % des investissements mondiaux en intelligence artificielle, alors que la Chine en capte 45 % et les États-Unis 35 %. En 2024, les géants américains et chinois ont chacun consacré plus de 50 milliards de dollars à l'IA, alors que l'ensemble de l'Union européenne peine à dépasser les 8 milliards. Ce décalage se retrouve également dans le nombre de chercheurs et d'ingénieurs spécialisés : la Chine forme près de 300 000 experts en IA par an, contre à peine 50 000 en Europe. Le problème n'est pas

▲ ci-dessus, Laurent Alexandre, avec Jean-Paul Garraud, président de la Délégation française du groupe Patriotes pour l'Europe et Philippe Olivier, député européen lors de la conférence sur les enjeux de l'IA organisée au Parlement européen en mars dernier.

seulement économique : il est stratégique. L'IA est la clé de la puissance future, et si nous continuons sur cette trajectoire, nous deviendrons technologiquement dépendants des États-Unis et de la Chine, ce qui posera un problème majeur de souveraineté.

Quelles sont les conséquences concrètes pour l'Europe si elle ne comble pas ce retard ?

L.A : L'IA va bouleverser tous les secteurs, de l'économie à la défense, en passant par la médecine et l'éducation. Si l'Europe ne réagit pas, elle risque de voir son industrie technologique marginalisée. Aujourd'hui, aucun champion européen ne rivalise avec les GAFAM américains ou les BATX chinois. Cela signifie que nous dépendrons bientôt totalement des technologies étrangères pour des secteurs stratégiques comme l'armée, la cybersécurité, la finance ou encore la santé. Un autre risque majeur est la destruction massive d'emplois non qualifiés sans que nous ayons anticipé la formation des nouvelles générations aux métiers de demain. À horizon 2030, l'IA pourrait représenter 15 % du PIB mondial, et l'Europe, si elle ne se ressaisit pas, ne capterait que 5 % de cette manne, ce qui affaiblirait notre croissance et notre influence.

Vous insistez beaucoup sur la question de l'éducation et de la culture générale dans votre approche de l'IA. Pourquoi est-ce un levier essentiel pour l'Europe ?

L.A : Parce que l'IA ne sera pas seulement une révolution technologique, mais aussi une révolution intellectuelle. Il est impératif que nos jeunes générations maîtrisent ces outils, non seulement techniquement, mais aussi dans leur compréhension globale. La bataille ne se joue pas seulement sur les investissements ou les entreprises, mais aussi sur la formation des cerveaux. Aujourd'hui, nos systèmes éducatifs ne sont pas adaptés aux mutations à venir : nous formons encore trop peu d'ingénieurs en IA et nous n'enseignons pas suffisamment la culture numérique et scientifique dès l'école. L'Europe a toujours été le continent de la pensée et du savoir, et si nous voulons exister dans le monde de demain, nous devons d'urgence investir dans l'éducation pour développer une population capable de comprendre, maîtriser et innover avec l'IA. ■



COMPÉTITIVITÉ SOUTENONS L'USINE FRANÇAISE DU FUTUR

par Aleksandar Nikolic

Face à une fiscalité écrasante et une réglementation tentaculaire, l'industrie française peine à rivaliser avec ses concurrents. Nos coûts de production demeurent un frein majeur au « Made in France », confronté à une concurrence internationale qui n'a pas les mêmes obstacles. Cette situation inextricable, nous la devons à des années de mauvaise gestion par

la droite, la gauche et la macro-
nie. En trois décennies, la France
a perdu deux millions d'emplois
industriels et la part de l'industrie
dans le PIB français a été divisé
par deux en 50 ans.

Nous devons réagir vite si
nous ne voulons pas disparaître.
Pour moderniser nos industries,
il faut prendre le tournant de la
robotisation. Trop souvent per-
çue comme une menace pour
l'emploi, elle doit être envisagée
comme un levier de compétiti-
vité. Plutôt qu'une délocalisa-
tion, une usine automatisée en
France permettrait de mainte-
nir une production locale et de
créer de nouveaux emplois dans

la maintenance, la programma-
tion et la supervision des équipe-
ments robotiques. Une industrie
plus automatisée, c'est aussi une
capacité de production accrue,
des coûts moins élevés et, par
extension, plus d'exportations.

Nos concurrents l'ont bien
compris : en 2023, la Corée du
Sud avait 1 012 robots industriels
pour 10 000 employés tandis que
la Chine a multiplié par quatre sa
densité de robots en sept ans et
figure désormais parmi les pays
les plus robotisés au monde. Pen-
dant ce temps, la France aligne
timidement 186 robots pour
10 000 employés.

L'automatisation n'est pas une
option, mais une nécessité. Elle
représente une voie privilégiée
pour retrouver une compétitivité
durable et préserver notre sou-
veraineté industrielle. Au lieu de
matraquer fiscalement les Fran-
çais et nos entreprises, l'État doit
encourager cette transformation,
car ce n'est qu'avec une écono-
mie en croissance et une indus-
trie forte que nous sortirons la
France du marasme dans lequel
les macronistes l'ont placée.

95 entreprises du numérique exhortent l'UE à se réveiller

*La souveraineté numérique n'est plus une
option mais une urgence stratégique.
95 entreprises écrivent à l'UE pour appeler
à un sursaut face au déclin technologique.*

Un cri d'alarme

Dans une lettre adressée aux institutions
européennes, une centaine d'entreprises
du numérique, réunies dans une coalition
baptisée « Eurostack », exhorte l'UE
à réagir : sans réaction industrielle et
politique rapide, l'Europe sera une colonie
numérique. Elle l'est d'ailleurs déjà en
partie, en raison de la mainmise de la
Chine et des États-Unis. La Commission
européenne est pour l'heure restée
indifférente à cette initiative.

Réveiller la puissance endormie

Les entreprises appellent à constituer un
écosystème numérique européen auto-
nome, par un plan d'investissement majeur
sur toute la chaîne de valeur : cloud,
semi-conducteurs, stockage, connectivité
et plateformes d'IA. Les signataires de la

lettre réclament notamment la création
d'un label « High+ », réservé aux presta-
taires européens dans le futur système
européen de cybersécurité du cloud, pour
contrecarrer l'emprise prédatrice des lois
extraterritoriales américaines en la matière.

Les solutions ne manquent pas

La coalition Eurostack liste aussi
plusieurs recommandations
politiques, parmi lesquelles :

- La création d'un fonds souverain euro-
péen pour soutenir les infrastructures
numériques critiques ;
- Un « achat européen » obligatoire en
matière numérique dans le secteur public ;
- Une régulation stable, allégée et favo-
rable à l'innovation ;
- Un accès facilité aux financements ;
- Le développement d'un cloud européen
indépendant.

Les idées ne manquent pas... Bruxelles
doit maintenant en prendre de la graine
et ainsi passer de la parole aux actes.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE QUELLES OPPORTUNITÉS POUR LES DIRIGEANTS DE DEMAIN ?

par Marie Dauchy

Pas un jour ne passe sans qu'un fil d'actualité, un plateau télé ou un vulgarisateur scientifique ne s'en émeuve : L'IA s'est imposée comme un outil révolutionnaire, repoussant chaque jour les limites qu'on croyait lui connaître.

Ce qu'elle n'est pas

Par trop de fois nous avons pu entendre ce discours, comme emprunté à Isaac Asimov ou Philip K. Dick, annonçant l'avènement d'une IA si performante, qu'elle surpasserait l'intelligence humaine, constituant ainsi « l'un des plus grands risques existentiels pour l'humanité » (E. Musk)

Mais nous ne cessons de le marteler : l'IA n'est qu'un outil, n'ayant que l'apparence de la pensée, tirant sa force de milliards de données qu'elle synthétise et restitue à l'envie. Ainsi, comparer le quotient intellectuel d'un humain à celui de ChatGPT n'a d'autre intérêt que d'alimenter un sensationnalisme médiatique destiné à vendre du temps de cerveau disponible. À cela, nombre de vulgarisateurs répondront que l'IA n'en est qu'à ses balbutiements, et que de simple outil, elle pourrait un jour changer de nature et nous surpasser tous. Hypothèse intéressante d'un point de vue science-fictionnel, qui ne

rencontre malheureusement aucun consensus scientifique, puisque selon la majorité d'entre eux, elle a sûrement déjà atteint le niveau asymptotique de ce qu'elle avait à offrir.

De l'urgence d'exploiter ce que nous avons déjà

Si nous devons certes rester modestes sur ce que notre futur technologique sera, nous pensons qu'en tant que force politique qui se prépare activement au pouvoir, nous devons nous concentrer sur ce que l'IA nous offre déjà, sur l'incommensurable gain de productivité qu'elle pourrait offrir à l'ensemble de nos administrations, afin d'en faciliter le redéploiement et d'augmenter leur qualité de service que 6 français sur 10 jugent insatisfaisante. Inutile, somme toute, d'investir des milliards dans la recherche comme s'apprentent à le faire la Commission européenne et le gouvernement français (*Deepseek* est libre d'accès). Cette fébrilité dispendieuse ne nous permettra ni de régler notre dépendance aux serveurs étrangers ni de rattraper le retard que nous avons accumulé tout en alourdissant notre dette déjà abyssale.

La seule voie pour la France qui n'a ni pétrole ni serveurs, c'est d'avoir des idées...

Marie Dauchy était à Saint-Jean-de-Maurienne pour dire Non au traité de libre-échange avec le Mercosur ▼



Un plan d'urgence pour les infrastructures numériques

Dans un rapport publié le 20 mars dernier, l'Institut Montaigne alerte : la souveraineté économique et technologique de la France passe par un plan d'urgence sur les infrastructures numériques. Le constat est sans appel : il faut se réveiller ; à défaut, nous serons dépassés.

Une ambition encore floue

Alors que les États-Unis et la Chine ont fait du numérique un levier stratégique, la France et l'Europe peinent à définir une vision claire. Malgré les 300 milliards d'euros annoncés en février 2025 pour renforcer les capacités numériques (dont 109 milliards pour la France), les investissements demeurent insuffisants et mal orientés. L'Institut Montaigne appelle à un pilotage beaucoup plus visionnaire et structuré, intégrant l'ensemble des briques technologiques essentielles à notre souveraineté : réseaux, edge, calcul haute performance, cyber sécurité.

Miser sur nos forces :

edge, 5G, cyber-sécurité...

Plutôt que de s'échiner à combler tous nos retards, le rapport suggère de cibler les domaines du numérique où la France est compétitive, parmi lesquels : la cybersécurité, le *edge computing*, la 5G et les télécoms. Le *edge*, en particulier, pourrait générer quatre fois plus d'activités que le *cloud* et, bientôt, traiter 75 % des données mondiales.

Urgence sur les supercalculateurs et les data centers

La France risque de décrocher dans la course mondiale à la puissance de calcul. L'Institut recommande la construction de six supercalculateurs exaflopiques et une planification électrique adaptée pour mailler le territoire en *data centers*. Autres priorités : simplifier les normes européennes, développer la 5G industrielle et sécuriser les câbles stratégiques. Le message est clair : il ne faut plus tarder et prendre, enfin, le chemin de la puissance numérique.

QUAND L'UE PERD LE SENS COMMUN

Dans les domaines les plus variés – politique environnementale, relations commerciales avec les pays tiers, gestion de l'immigration, réglementation, etc. –, l'observateur attentif de l'action de l'Union européenne est saisi d'un sentiment étrange. Celui que cette dernière est dénuée du plus élémentaire bon sens. Face à cette incurie, les patriotes veillent... et agissent !

Dans les pages qui suivent, se déploient plusieurs exemples emblématiques de la folie qui semble avoir saisi l'Union européenne, dont le mode de gouvernance, fait d'opacité, aurait pu être résumé par l'humoriste américain George Carlin (1937-2008), qui affirmait : « *Les gouvernements ne veulent pas d'une population avec un esprit critique. Ils veulent des travailleurs obéissants. Des gens suffisamment intelligents pour faire tourner des machines et suffisamment idiots pour accepter passivement leur situation.* » C'est cela que les patriotes refusent, montrant ici, au plus grand nombre, l'absence de bon sens qui irrigue l'idéologie et l'action de la Commission européenne dirigée par Ursula von der Leyen. Du primat extravagant de l'écologie uniquement considérée sous son aspect punitif aux importations agricoles massives venues d'Ukraine générant une concurrence déloyale avec les producteurs nationaux, en passant par l'inaction face aux clandestins, nos députés ont toujours choisi, pour leur part, la voie de l'action. En premier lieu, en faisant connaître à chacun les conséquences néfastes de ces agissements erratiques. En second lieu, en mettant en place des propositions concrètes – comme la création d'une obligation de quitter le territoire de l'Union européenne (OQTE) – visant à remettre l'église au centre du village.

Mélanie Disdier

« Malgré le rétropédalage de la Commission avec la directive Omnibus, les normes restent bien trop pesantes pour nos entreprises »

La Commission européenne vient de proposer un ensemble de textes législatifs nommé Omnibus, pour simplifier de nombreuses exigences en matière de compte-rendu environnemental, social et d'investissements durables des entreprises, qu'elle avait pourtant exigées lors du précédent mandat. Ces changements cosmétiques visent soi-disant à défaire une partie de ces normes complexes et financièrement lourde. Mais bien loin du revirement politique annoncé par la Commission, cette pseudo-réforme cherche en réalité à rajouter une énième dose de réglementation pour nos entreprises.

La goutte de trop pour nos entreprises

Adoptées lors du mandat précédent, les directives CSRD (sur les rapports de développement durable) et CS3D (sur le devoir de diligence en matière de durabilité) ont eu pour effets d'augmenter la charge déclarative et le poids réglementaire sur nos entreprises. Dès le départ, cette initiative s'est heurtée au mur de la réalité. Ainsi, ces textes décrivent la façon dont les entreprises doivent produire des rapports contenant des informations détaillées sur leur gouvernance et leurs actions en faveur du développement durable et social. Ils classent les activités économiques sur le plan environnemental, exigent des entreprises qu'elles divulguent leurs actions et positionnement en faveur des droits de l'homme et leurs actions pour éviter les risques écologiques, mais à quel prix ?

Face à une bureaucratie sans limites, une majorité d'États membres et d'entreprises européennes s'est opposée à ces directives propices à aggraver le retard économique de l'Europe.

Une victoire politique pour les patriotes

C'est dans ce contexte que la Commission d'Ursula von der Leyen a fini par reculer. Prenant conscience que ses initiatives sont aujourd'hui plus un fardeau pour notre économie qu'un atout, la proposition Omnibus votée largement en avril, vise à simplifier les démarches que la Commission voulait imposer à nos entreprises. C'est une victoire importante pour tous les patriotes qui ont prévenu du danger avant tout le monde. Face à une surréglementation qui impose toujours plus d'obstacles, nous avons toujours milité pour une meilleure liberté d'entreprendre et le développement de nos entreprises, seuls moyens d'assurer une Europe des Nations prospères et indépendantes.

Une vigilance à conserver

Cependant, nous nous devons de rester sur nos gardes. En effet, la Commission n'entend pour le moment que revenir partiellement sur ses initiatives passées. Nous exigeons toujours la suspension totale du Green deal (Pacte vert) qui englobe ces textes et de nombreuses autres normes bien trop lourdes pour nos entrepreneurs. Car la philosophie régulatrice de la Commission reste néanmoins la même et son projet Omnibus facilitera d'abord le passage d'une énième pilule réglementaire. Le véritable enjeu reste de supprimer les contraintes inutiles, pas seulement de les réformer. Une véritable simplification que les acteurs économiques européens et notamment français appellent de leurs vœux, face à la concurrence des États-Unis et de l'Asie.



Manifestation syndicale pour dénoncer
les délocalisations de l'industrie
automobile (photo : Radio France) ►

ÉCOLOGIE PUNITIVE LA COMMISSION EUROPÉENNE SACCAGE NOTRE INDUSTRIE AUTOMOBILE

Dans le cadre du Pacte vert, la Commission européenne a pris une série de mesures d'écologie punitive afin d'assurer la transition verte du secteur routier, risquant de provoquer un véritable suicide industriel, technologique et social pour la filière automobile européenne. La plus emblématique de toutes est l'interdiction de la vente des véhicules à moteur thermique neufs à partir de 2035, afin de répondre à l'objectif de réduction des émissions de voitures de 55 % et des camionnettes de 50 %.

par Anne-Sophie Frigout



Les nouvelles normes CO² inquiètent aussi beaucoup les constructeurs automobiles. Pour 2025, les amendes CO² auraient pu aller jusqu'à 15 milliards d'euros pour l'ensemble du secteur... La Commission vient d'annoncer un assouplissement avec un calcul sur une moyenne de trois ans reporté en 2027. C'est une victoire pour notre groupe qui est fortement mobilisé sur ce sujet, et un court répit pour les industriels. Par ailleurs, le 13 juillet 2023, la Commission a proposé un nouveau règlement pour favoriser l'économie circulaire dans la fabrication des véhicules. Mais ce texte imposera de lourdes contraintes pour nos industries avec des objectifs irréalistes : des véhicules recyclables à

85 %, avec un minimum de 25 % de plastique recyclé, tandis que le secteur alerte sur les ruptures d'approvisionnement. Ces nouvelles règles auront pour conséquence une forte hausse des coûts de production, qui sera répercutée directement sur les consommateurs, nuisant ainsi à leur pouvoir d'achat. Elles sont aussi contestables car le caractère viable et écologique des véhicules électriques est loin d'être une évidence. Enfin, c'est aberrant d'un point de vue industriel et commercial, car la Commission fait la part belle aux constructeurs chinois expansionnistes et fortement subventionnés. Bref, il est urgent de mettre fin à ces mesures d'écologie punitive et de revenir au bon sens !

Aux États-Unis, l'administration a décidé d'appliquer l'expulsion des immigrants entrés illégalement sur le territoire américain. L'armée a été mobilisée, notamment pour le retour en avion des clandestins en Amérique du Sud. (Photo : SIPA) ►



POUR UNE EUROPE QUI EXPULSE RÉELLEMENT LES CLANDESTINS

par Fabrice Leggeri

L'Union européenne est aujourd'hui incapable de faire respecter les décisions de ses propres États membres. Chaque année, des milliers de clandestins restent sur notre sol malgré des obligations de quitter le territoire, transformant ces mesures en simples déclarations d'intention. Cette impuissance alimente une crise migratoire qui échappe à tout contrôle et met en péril la sécurité de nos nations.

Nous ne pouvons plus tolérer une Europe où l'inefficacité administrative et la complaisance juridique permettent à des individus en situation irrégulière de circuler librement. Il est temps d'imposer un principe simple : une obligation d'expulsion doit être une obligation effective. C'est pourquoi nous réclamons la création de l'obligation de quitter le territoire de l'Union européenne (OQTE). Cette mesure garantirait que tout clandestin sous le coup d'une décision d'éloignement soit renvoyé sans possibilité de contournement, avec une mise en œuvre immédiate et automatique.

Il est inconcevable qu'un clandestin puisse échapper à une expulsion en circulant dans l'espace Schengen ou en exploitant les lenteurs bureaucratiques.

L'OQTE doit s'accompagner d'un renforcement des contrôles aux frontières et d'une coopération renforcée entre États membres pour empêcher les mouvements de clandestins d'un pays à l'autre. De même, les pays d'origine doivent être tenus d'accepter leurs ressortissants sous peine de sanctions économiques et diplomatiques.

L'immigration clandestine est une menace que nous ne pouvons plus ignorer. L'Europe doit cesser d'être un terrain d'accueil pour ceux qui refusent de respecter nos lois. Avec l'OQTE, nous voulons mettre fin à cette impunité et redonner aux États la maîtrise de leur politique migratoire. C'est une question de souveraineté, de sécurité et de respect du droit. L'heure n'est plus aux demi-mesures : il est temps d'agir.

CORRUPTION ET OPACITÉ L'EUROPE PRÊCHE LA VERTU QU'ELLE NE S'APPLIQUE PAS

par Jean-Paul Garraud

Depuis des années les institutions européennes accumulent les scandales, se livrant à des pratiques opaques bien éloignées des principes de transparence qu'elles prétendent défendre.

Prenons par exemple les échanges secrets entre Ursula von der Leyen et le PDG de Pfizer, qui avaient négocié directement l'achat de vaccins contre le Covid 19, pour la somme de 36 milliards d'euros. L'exécutif européen a toujours refusé de transmettre le contenu des messages suscitant à juste titre des interrogations quant à la transparence et la régularité de toutes ces juteuses opérations.

Le Qatargate, quant à lui, a mis en lumière l'influence grandissante d'intérêts étrangers au sein du Parlement européen. Des élus de gauche compromis, des pots-de-vin distribués pour orienter les décisions, influencer les débats, qui ont démontré à la fois la perversité d'un système perméable aux ingérences extérieures et la vénalité de ceux pourtant si prompts à donner des leçons de morale et de bonne conduite.

En janvier dernier nous avons également appris que la Commission européenne aurait subventionné des organisations environnementales non gouvernementales (ONG) afin de

promouvoir les politiques climatiques délétères et punitives du *Pacte vert*.

Ces subventions auraient été assorties d'objectifs précis, allant jusqu'à inciter les ONG à faire pression sur les députés européens et les États membres.

Ce *Greengate* nous rappelle que la transition écologique, loin d'être un vecteur de progrès, se mue en levier de détournements.

Enfin plus récemment, cinq anciens députés et députés ont été mis en cause pour corruption active ou blanchiment dans le cadre de l'enquête ciblant l'entreprise chinoise Huawei pour des soupçons de corruption au sein du Parlement européen.

Loin de s'assainir, l'Union européenne s'enfoncé dans l'opacité et le mépris des peuples.

Ces dérives ne sont pas de simples accidents isolés, mais les symptômes d'un système à bout de souffle, incapable de se réformer et qui est prêt à tout pour se maintenir.

Une gestion obscure des fonds publics qui révèle une transparence choisie, à géométrie très variable, à la mesure des convenances de Bruxelles.



LES CHIFFRES DU NAUFRAGE FINANCIER DE L'UE

2 MILLIARDS €

c'est le montant que va déboursier l'UE pour l'intégration de la Moldavie

2,5 MILLIARDS €

que l'UE va donner pour la Syrie

450 MILLIONS €

pour effectuer des travaux au Parlement à Bruxelles

271 000 €

pour un programme appelé *White Islam*, la nouvelle religion des Européens

150 MILLIARDS €

pour la défense européenne



◀ Le 20 janvier 2025, Jean-Paul Garraud, président de la Délégation RN au Parlement européen faisait un rappel au règlement concernant l'affaire Thierry Breton.

DES DÉPUTÉS PROCHES DE VOUS



Le 19 mars dernier, la Délégation française du groupe des Patriotes pour l'Europe recevait, pour une réunion exceptionnelle, Marine Le Pen, présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale.



Christophe Bay animait une réunion publique en Eure-et-Loir sur l'importance vitale de la souveraineté alimentaire.



André Rougé était à Mayotte pour accompagner le vice-président italien de la Commission européenne, Raffaele Fitto, en charge du développement régional, pour le sensibiliser à la situation dramatique des Mahorais suite au passage du cyclone Chido.



Marie Dauchy était au salon des Vaches En Piste où 500 éleveurs, 700 vaches, 150 exposants sont mis à l'honneur.



Julie Rechagneux animait un dîner-débat en Mayenne sur l'actualité européenne.



Aleksandar Nikolic, accompagné de Julie Rechagneux, était en Guyanne, au centre spatial de Kourou pour le lancement d'Ariane 6.



Valérie Deloge était dans les Hauts-de-France pour animer un dîner-débat sur l'actualité européenne.



Anne-Sophie Frigout visitait la filière française du laboratoire danois ALK qui produit des préparations pour désensibiliser les allergies.



France Jamet lors du dernier Salon de l'agriculture avec la coordination rurale des pêcheurs de Bretagne qui subissent les politiques néfastes de la Commission européenne



Virginie Joron manifestait à Strasbourg contre la mise en place d'une Zone à faibles émissions (ZFE) qui en réalité revient à exclure des centres villes une partie de nos compatriotes.



Jean-Paul Garraud recevait à Strasbourg un groupe de visiteurs venu d'Occitanie.



Julien Leonardelli était présent à la manifestation pour défendre l'autoroute A69 reliant Toulouse à Castres dont les travaux ont été suspendus par le tribunal administratif sous la pression des Verts.



Marie-Luce Brasier-Clain était présente à la Réunion après le passage du cyclone Garance.



Gilles Pennelle animait un dîner-débat en Normandie dont le thème était l'agriculture.



Rody Tolassy était à Albioma, acteur énergétique incontournable dans nos territoires en passe de devenir un producteur d'énergie 100 % verte.



Jordan Bardella et Fabrice Leggeri ont animé une réunion publique en Israël devant plus de 500 personnes et ont pu rappeler que nous menions le même combat contre l'islamisme radical



Thierry Mariani est allé à la rencontre d'une délégation officielle de la République démocratique du Congo pour appeler à stopper l'agression du Rwanda.



Pierre-Romain Thionnet, accompagné de Julie Rechagneux, animait un dîner-débat à Strasbourg sur les enjeux des politiques menées par la Commission européenne.



Sur le marché, Philippe Olivier sensibilisait nos compatriotes aux dangers de la consommation d'insectes imposée par l'Union Européenne.



◀ À mesure que la Commission européenne tente d'effacer notre passé, il sera peut-être bientôt interdit de parler du Général de Gaulle, grande figure de l'Histoire de France, mais qui avait un avis réservé sur les conditions de la construction européenne.

POUR LES EUROPÉISTES, L'HISTOIRE COMMENCE EN 1957. INUTILE DE CHERCHER SUR LES MURS DES LONGS COULOIRS DU PARLEMENT EUROPÉEN LES PHOTOS DES GRANDS PERSONNAGES DE L'HISTOIRE EUROPÉENNE. TOUTES, SANS EXCEPTION, SONT CELLES DES POLITICIENS EUROPÉISTES DEPUIS LE TRAITÉ DE ROME

GILLES PENNELLE
L'UE veut priver les Européens de leur Histoire

Profitant des crises qu'elle n'hésite pas à créer, l'Union européenne s'accapare, année après année, des compétences qui n'étaient pas les siennes. Pour atteindre son véritable but, la création d'un État unifié européen, il lui faut aller plus loin : détacher les Européens de leur héritage, qu'il soit filial ou civilisationnel, les priver de leur histoire.

Dans le flot de textes adoptés par le Parlement européen, la résolution sur la « conscience historique européenne » adoptée en 2024 aurait pu apparaître anecdotique. Son contenu mérite qu'on y revienne car ce texte touche à un point sensible : l'enseignement de l'Histoire. Comme tous les régimes totalitaires, l'UE a décidé de s'emparer de cette discipline fondamentale.

Partant du postulat que notre passé est peuplé de conflits, de crimes, de honte... et sert de « mythe fondateur négatif », il faut remettre en cause les « stéréotypes et les vaches sacrées » de nos histoires. C'est pourquoi les États membres, dans leur programme scolaire, « doivent faire

passer l'histoire européenne avant l'histoire nationale » !

En faisant disparaître de l'enseignement de l'histoire nos grands personnages (les fameuses « vaches sacrées »), nos grands événements, nos mythes fondateurs... on réduira les peuples européens afin qu'ils adhèrent à l'idéologie européiste.

Cette résolution va encore plus loin ; elle dénonce « l'absence d'une approche suffisamment multiculturelle et sensible au genre dans l'enseignement de l'histoire » et insiste sur la nécessité d'un « enseignement intersectionnel de l'histoire ». Tous les codes du wokisme sont là. L'UE veut détruire tout sentiment d'appartenance et détourner les jeunes Européens de leur héritage.

Les petits hommes gris de Bruxelles et les députés qui ont voté cette résolution (combien l'ont lue ?) ne sont cependant pas près d'éradiquer l'intérêt que portent les Européens à leur histoire qui, certes, fut parfois douloureuse, mais d'une richesse exceptionnelle. Le génie européen, forgé par l'antiquité gréco-romaine et la chrétienté, n'a pas fini de nous émerveiller ! ■

Symbole de l'effacement de notre Histoire : les billets de banque. Avant l'euro, nos billets en francs étaient illustrés par des grandes figures françaises, désormais ce sont des paysages ou des monuments qui n'existent pas. ▶



La réécriture européiste de l'Histoire : du récit national au cauchemar woke
 retrouvez la tribune de notre député européen, Catherine Griset :



MARIE-LUCE BRASIER-CLAIN

La Réunion : un joyau fragilisé par des défis majeurs

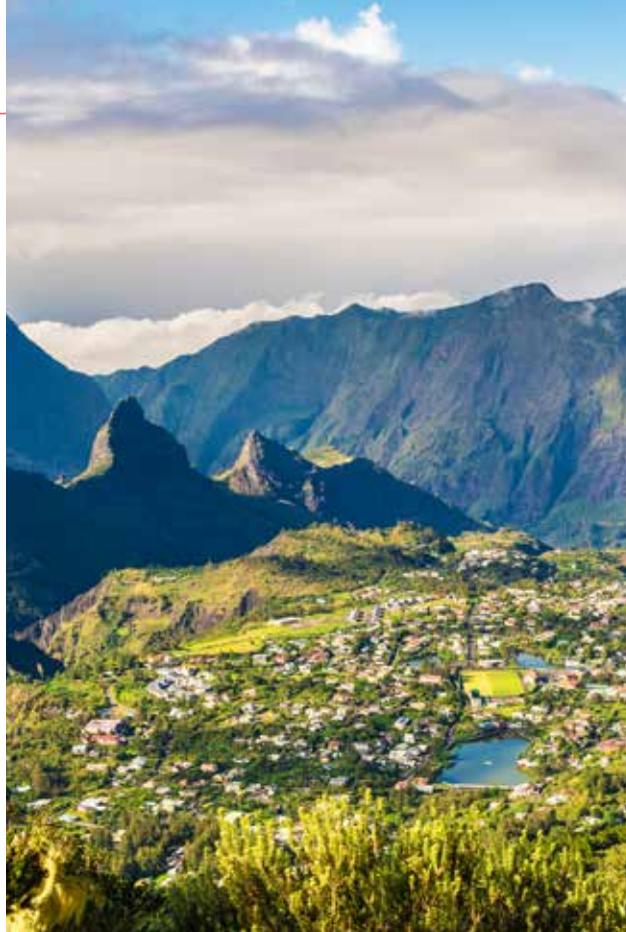
Souvent célébrée pour ses paysages spectaculaires et sa richesse culturelle métissée, La Réunion fait face à des défis profonds, aggravés par des politiques venues de Paris et de Bruxelles, trop souvent déconnectées de la réalité insulaire.

Vie chère et dépendance économique

Le coût de la vie y est nettement plus élevé qu'en métropole, avec +37 % sur les produits alimentaires. Cette situation découle d'une dépendance excessive aux importations, de l'octroi de mer, et de la concentration économique. Pour y remédier, il faut alléger la fiscalité sur les produits essentiels, soutenir les circuits courts et encadrer les prix.

Un chômage structurel alarmant

Avec 34 % de chômage chez les jeunes, La Réunion souffre d'un tissu économique peu diversifié, plombé par les normes européennes et un accès restreint au financement. Il faut relocaliser des filières stratégiques (agriculture, pêche, transformation), stimuler l'entrepreneuriat local et adapter les formations au marché.



Immigration, insécurité, tensions sociales

L'immigration incontrôlée, notamment depuis les Comores et Madagascar, accentue les fragilités sociales et alimente la délinquance. Face à une politique migratoire laxiste, il est nécessaire de renforcer la surveillance maritime, réserver les aides sociales aux Réunionnais et expulser les délinquants étrangers.

Une politique énergétique inadaptée

La fin des centrales à charbon, sans alternatives locales viables, renchérit l'électricité. Il faut développer des énergies locales (biomasse, hydroélectricité, géothermie), réduire les taxes et adapter la transition écologique aux spécificités de l'île.

Le cyclone Garance, révélateur de vulnérabilités

Le 28 février 2025, le cyclone Garance a frappé l'île avec des rafales de 234 km/h, causant 5 morts, 182 000 foyers privés d'électricité et 310 000 sans eau. Les pertes agricoles sont considérables. Cet événement souligne l'urgence d'investir dans des infrastructures résilientes et de renforcer l'autonomie énergétique.

La Réunion ne pourra relever ces défis qu'en sortant du carcan technocratique. Il est temps d'adopter des politiques souverainistes, adaptées à la réalité locale, pour construire un avenir digne et prospère pour les Réunionnais. ■



◀ Le cyclone Garance a touché La Réunion en février dernier. Classé en catégorie intense, il a provoqué de fortes pluies, des vents violents et d'importants dégâts matériels, notamment des inondations et des coupures d'électricité. (photo : Réunion La Première)



Un tour en Tchèque

Cœur battant de la « Mitteleuropa », la République tchèque exerce de multiples fascinations. De l'Art nouveau qui s'épanouit à Prague aux eaux bienfaisantes des cités thermales, en passant par la célèbre bière de Plzeň, voyage dans un pays d'une grande richesse historique, patrimoniale et gastronomique.

Cycle de six poèmes symphoniques écrit dans les années 1870 par Bedřich Smetana, *Ma patrie* — qui inclut la célèbre *Moldau* (*Vltava* en version originale) suivant le cours de la plus longue rivière du pays — est une évocation de l'âme tchèque, marquant la volonté de créer un art national libéré de la tutelle de l'Empire des Habsbourg. Il faut l'écouter pour mieux comprendre l'histoire complexe d'un pays formellement né en 1993, de la scission de la Tchécoslovaquie (elle-même créée après la Première Guerre mondiale) en deux entités, après ce qui a été appelé la « Révolution de velours » de 1989 : la République tchèque et la Slovaquie. Ses racines plongent néanmoins dans un passé lointain, puisque des tribus slaves s'installèrent sur le territoire dès le V^e siècle.

Du Royaume de Bohême intégré dans le Saint Empire romain germanique à la période communiste (dont l'horreur culmine avec l'écrasement, par les chars soviétiques, des aspirations démocratiques du

À NE PAS MANQUER

PRAGUE

Surnommée « la ville aux cent clochers », la capitale tchèque est un fascinant labyrinthe où les époques se superposent et s'entrecroisent. S'y découvrent le pont Charles — un des plus beaux du monde, avec ses trente statues —, mais aussi un patrimoine juif exceptionnel sur lequel plane la légende du Golem ou encore la Ruelle d'Or qui doit son nom aux orfèvres qui y habitaient au XVII^e siècle. Sans oublier le joyau baroque qu'est Saint-Nicolas, dans le quartier de Malá Strana. Le qualificatif qui décrit le mieux la cité ? Magique !



MARIÁNSKÉ LÁZNĚ

Le thermalisme est une spécialité tchèque avec des villes comme Karlovy Vary (où fut tourné Casino Royale de la saga James Bond) et Mariánské Lázně, plus connue sous son nom allemand de Marienbad. Plus de 160 sources aux vertus multiples jaillissent dans les environs d'une cité où l'on a le sentiment de replonger dans un XIX^e siècle intensément élégant avec sa colonnade néo-baroque, ses thermes fastueux ou ses hôtels qui ont accueilli Wagner, Freud, Kipling ou le roi d'Angleterre Edouard VII.



KUTNÁ HORA

Célèbre pour ses mines d'argent d'où est sorti, au Moyen Âge, jusqu'au tiers de la production européenne, la ville est le « trésor du pays » dans tous les sens du terme ! Le visiteur demeure ainsi ébahi face à la beauté de l'Église Sainte-Barbe, chef-d'œuvre du gothique dont la voûte semble flotter dans l'espace. À quelques encablures du centre se trouve un des endroits les plus singuliers du pays : l'ossuaire de Sedlec abritant les restes de près de 40 000 personnes avec sa chapelle dont les ornements — lustre, blason géant, chandeliers, etc. — sont tous faits en os.

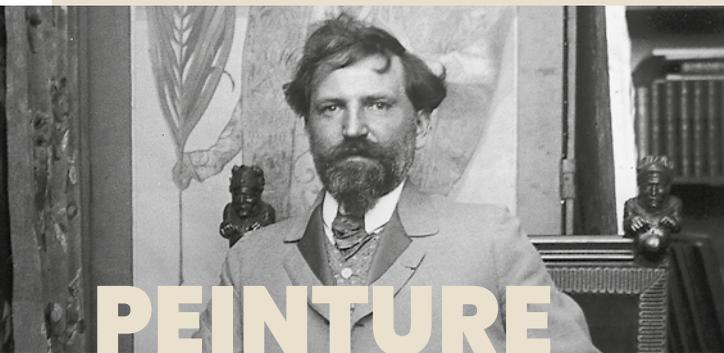


Printemps de Prague, en 1968), l'histoire tchèque est d'une grande richesse et chaque cité en porte le témoignage. Une fois qu'on a découvert ce petit pays — sept fois moins grand que la France pour un peu moins de onze millions d'habitants — l'envie est vive d'y revenir, encore et encore. Et l'on se souvient alors des mots d'un de ses plus célèbres enfants, Franz Kafka : « Prague ne nous lâche pas. Pas un seul d'entre nous. Cette petite mère a des griffes... »

INSOLITE

Dans la région de Liberec se trouve « La Vallée du cristal », où sont nées les traditions verrières tchèques, au XVIII^e siècle. Elles se perpétuent aujourd'hui avec de petits artisans et des entreprises au rayonnement mondial comme Lasvit (fondée en 2007), à la pointe de la modernité et du design.

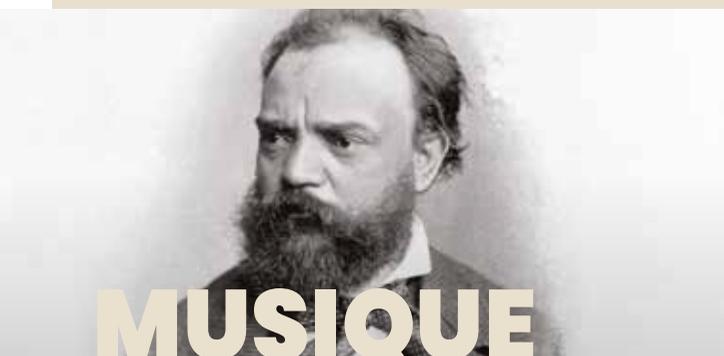




PEINTURE

ALFONS MUCHA

Depuis peu, un nouveau musée a ouvert dans le Palais Savařin de Prague pour célébrer cette icône de l'Art nouveau (1860-1939). Affichiste star de la Belle Époque — ses représentations de Sarah Bernhardt ont contribué au mythe de l'actrice —, il est également l'auteur de *L'Épopée slave*, ensemble de 20 tableaux qui racontent une histoire allant du III^e au XX^e siècle.



MUSIQUE

ANTONIN DVOŘÁK

Dans ses partitions, le compositeur (1841-1904) s'inspire souvent du folklore tchèque : il a en effet réussi à transcrire l'âme de son pays dans des opéras, à l'image de *Rusalka*, ou des œuvres comme ses *Danses slaves*. Sa pièce la plus célèbre demeure la Symphonie n°9 du *Nouveau Monde* écrite aux États-Unis en 1893, où se mêlent nostalgie pour son pays natal et fascination pour l'Amérique, dont l'influence se fait ressentir avec force.



LITTÉRATURE

MILAN KUNDERA

Originaire de Brno, le romancier (1929-2023), qui s'était exilé en France en 1975, est l'auteur de romans comme *L'insoutenable légèreté de l'être* (adapté au cinéma avec Juliette Binoche et Daniel Day-Lewis) ou *La Plaisanterie*, dressant un portrait au vitriol de la Tchécoslovaquie communiste. Il appartient au cercle très fermé des auteurs publiés de leur vivant dans la Bibliothèque de la Pléiade.

NATURE

Parmi les richesses naturelles du pays, impossible de ne pas citer le « Paradis tchèque », labellisé Géoparc par l'Unesco, avec ses forêts de pins profondes et ses surprenants labyrinthes de rochers (entre Jičín et Železný Brod), hautes formations de grès aux formes étranges, qui atteignent par endroit 60 mètres de haut et portent des noms comme *Le Maître de musique* ou *La Dent du dragon*.



GASTRONOMIE

Du pečená kachna (canard rôti, souvent accompagné de quenelles de pommes de terre et de chou rouge) à la svičková, plat de bœuf braisé et mariné, servi avec une sauce crémeuse aux légumes et des boulettes de pain, le patrimoine culinaire tchèque est vaste et trop mal connu. Tout aussi typiques sont le smažený sýr — un fromage frit, le plus souvent de l'édam ou alors un hermelín, équivalent local du camembert — et les bramboráky, galettes de pommes de terre qui allient simplicité et finesse ! Pour ce qui est du sucré, on préconise la valašský frgál — tarte à la pâte fine recouverte d'une garniture parfumée à base de poire, de fromage blanc, de pavot, de pomme et de confiture de prune — ou les koláče, succulents petits gâteaux ! Pour arroser l'ensemble, la bière* sera privilégiée — les Tchèques en sont les leaders mondiaux en matière de consommation par habitant — que ce soit une Plzeňský Prazdroj (Pilsner Urquell) ou une Budějovický měšťanský pivovar (plus connue sous le nom de Budweiser). Rajoutons que certains vins* blancs comme le Château Valtice ont le vent en poupe !

*à consommer avec modération



Ondřej Knotek

ANO 2011



INTERVIEW

ANO BUDE
LÍP
POLITICKÉ HNUTÍ

Fondé en 2012 par Andrej Babiš, parfois surnommé le « Trump tchèque », ANO 2011, le plus souvent abrégé en ANO (qui se traduit par « oui », en français), prolonge le mouvement « Action des citoyens mécontents », né en 2011. Son but est d'assurer une gouvernance efficace, notamment en luttant contre la corruption dans le pays. En tête du dernier scrutin européen en République tchèque, avec plus de 26% des suffrages, ANO défend avec force la souveraineté des nations au sein de l'Union européenne et rejette toute centralisation accrue du pouvoir à Bruxelles. C'est donc très logiquement que le parti a quitté le groupe Renew du Parlement européen pour intégrer Patriotes pour l'Europe, aux côtés du Rassemblement National, avec lequel il partage notamment l'opposition au pacte migratoire de l'UE, la volonté de réformer les institutions européennes afin de prévenir les excès bureaucratiques, ainsi qu'une vision pragmatique des politiques environnementales qui le conduit à refuser le Pacte vert.

Pourquoi avoir rejoint le groupe des Patriotes pour l'Europe ?

Les Patriotes sont les véritables représentants des citoyens et des nations européennes. Ils sont la seule force démocratique à défendre les peuples contre des élites bruxelloises qui ont perdu le contact avec la réalité.

Quels sont les principaux enjeux politiques pour vous et votre parti en République tchèque ?

Mon pays est un pays industriel. Aujourd'hui, les industries, dans toute l'Europe, souffrent des coûts élevés de l'énergie et du fardeau bureaucratique. En République tchèque, l'une des principales priorités politiques est donc la suppression des objectifs climatiques européens qui sont à la fois irréalistes et insoutenables. Une autre priorité est d'empêcher les eurocrates de la Commission européenne de prendre plus de pouvoir aux États membres.

Quelles sont vos ambitions pour ce mandat et quels combats souhaitez-vous mener au sein du Parlement européen ?

Contribuer à la promotion de l'éner-

gie nucléaire et au ralentissement des ambitions irréalistes de l'UE en matière de politique climatique. J'aimerais notamment contribuer à sauver les industries de l'acier, du verre, du ciment et de la chimie basées en Europe. J'ai également des ambitions dans le champ de la santé publique, en particulier dans les domaines des maladies rares et des maladies rénales chroniques qui méritent, tous deux, plus d'espace dans le débat public.

Comment décrire la situation économique en République tchèque ces derniers mois ? Comment voyez vous son avenir ?

Le gouvernement actuel a mis fin aux réformes économiques réussies et aux projets stratégiques introduits par notre parti ANO au cours de la période 2017 - 2021 sans réussir à proposer des alternatives efficaces. Nous nous préparons maintenant à prendre la relève après les élections d'automne et à nous concentrer sur la croissance économique, les réformes et une politique réaliste fondée sur les libertés individuelles, le bon sens et le patriotisme. ■

▲ Ondřej Knotek est député européen tchèque du parti ANO 2011 et membre du groupe Patriotes pour l'Europe. Il est spécialiste des questions de santé, d'environnement et d'énergie.

TRANSMANIA

VOYAGE AU CŒUR D'UN SYSTÈME BIEN RODÉ

par Hombeline du Parc

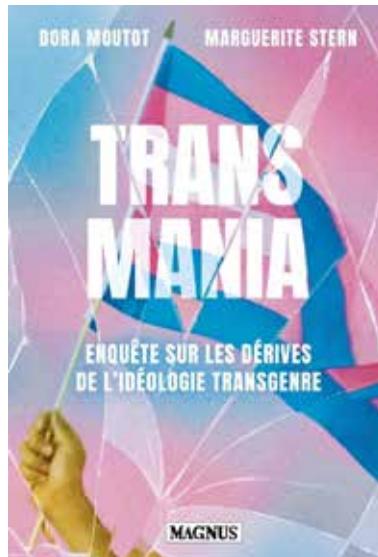
Voilà un livre qui nous emmène à l'intérieur du monde méconnu de la transidentité. Une véritable enquête menée par les auteurs et pas moins de 40 pages consacrées aux sources, attestant de son sérieux.

Si certains sujets sont touchants, et toujours traités avec respect et sensibilité, en particulier les histoires personnelles, cette étude, signée par deux femmes – la journaliste Dora Moutot et l'ex-Femen Marguerite Stern qui connaît le système de l'intérieur – met en lumière de graves dérives sciemment orchestrées, menant à un véritable phénomène de société, une mode, presque, un moyen, pour certains adolescents, d'être populaires.

La machine militante s'est mise en marche, avec une volonté ferme de recruter toujours plus, des adolescents qui, naturellement, traversent une période de mal-être, de quête de soi, de recherche de leur identité. À grands renforts d'amour, de soutien et d'inclusion dans le groupe, on voit comment certains basculent, sans véritablement souffrir du syndrome de la trans-identité.

L'ouvrage interroge sur le rôle de certains médecins qui semblent avoir oublié le principe médical « *primum non nocere* » (« en premier, ne pas nuire »), en prescrivant, très (trop) rapidement, des traitements hormonaux lourds, aux effets irréversibles, sans parler des interventions chirurgicales. Car la transidentité révèle une profonde souffrance dont le traitement médicamenteux ou chirurgical ne peut être que l'aboutissement d'un véritable cheminement parcouru par la personne concernée, accompagnée d'abord sur un plan psychologique.

Les militants ont obtenu la dé-psychiatriation du transgenrisme (ce n'est pas une maladie mais une réalité



TRANSMANIA
ENQUÊTE SUR LES DÉRIVES DE
L'IDÉOLOGIE TRANSGENRE

Dora Moutot et Marguerite Stern
(398 p. éd. Magnus)

psychique), en même temps que la prise en charge, par l'Assurance maladie, des traitements et opérations au titre d'une ALD (affection de longue durée). Incohérence montrant la volonté des pouvoirs publics de toujours satisfaire les ultra-minorités.

Cette Enquête sur les dérives de l'idéologie transgenre – sous-titre de l'ouvrage – donne aussi la parole à celles et ceux qui regrettent et qui subiront, leur vie durant, l'irréversibilité de ce qui a été infligé à leur corps.

On découvre la violence d'un mouvement, qui prône la haine de tous ceux qui ne lui sont pas favorables, et en particulier des féministes qui défendent la cause des seules « vraies » femmes. Qui n'est pas transphile est nécessairement transphobe !

Une recherche approfondie a également été menée sur les lobbys financiers, juridiques, universitaires, partout dans le monde, qui portent cette idéologie. On y voit comment le droit peut devenir un outil d'effacement d'une réalité biologique. On y voit le bulldozer de la dictature sémantique : l'effacement de la femme devant « la personne à utérus » ou la « personne menstruée », l'effacement de la mère devant « le parent allaitant » ou « le lait humain ». Lorsqu'on change la définition d'un mot, au mieux on bouleverse un équilibre, au pire on manipule des foules.

Le marché du genre (médical, mode, gadgets, etc.) est florissant ; il ouvre aussi des perspectives qui posent des questions éthiques et morales de fond ; le transhumanisme et la reproduction artificielle.

**SITE DE DÉCRYPTAGE ET D'ACTION
DE VOS ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL
AU PARLEMENT EUROPÉEN**



VU D'EUROPE
DÉCRYPTAGE



PATRIOTES
POUR L'EUROPE

PATRIOTES

POUR L'EUROPE

TCHÉQUIE

L'HORLOGE ASTRONOMIQUE DE PRAGUE

Installée en 1410 sur l'hôtel de ville, elle est l'une des plus anciennes au monde encore en fonctionnement. Elle indique l'heure, les positions du Soleil et de la Lune, les signes du zodiaque, et comprend un calendrier. Chaque heure, des figures animées, dont les apôtres, s'animent pour un spectacle fascinant. C'est un chef-d'œuvre de mécanique médiévale et un symbole emblématique de la ville.

L'EUROPE

UNE CIVILISATION